

NATIONS UNIES

CONSEIL
DE TUTELLE



Distr.
LIMITEE

T/AC.36/L.50

12 mai 1952

FRANCAIS

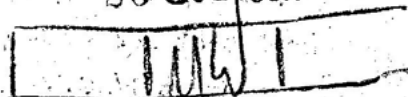
ORIGINAL : ITALIEN

COMITE DU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE RURALE
DANS LES TERRITOIRES SOUS TUTELLE

DOCUMENTS
INDEX UNIT

MASTER

28 Jul 1952



UTILISATION DES TERRES DANS LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DE SOMALIE
SOUS ADMINISTRATION ITALIENNE

Mémoire du Gouvernement italien

Note du Secrétariat : Le représentant de l'Italie auprès des Nations Unies a, le 2 mai 1952, adressé au Secrétariat la lettre ci-après, en réponse à la lettre que le Secrétaire général lui avait envoyée le 14 août 1951 au sujet des renseignements que le Comité demandait sur l'utilisation de terres et sur le régime foncier dans le Territoire sous tutelle de la Somalie sous administration italienne.

REGIME FONCIER ET UTILISATION DES TERRES EN SOMALIE

L'Administration italienne de la tutelle a rédigé les notes suivantes en réponse à la lettre (TRI/130/03 (1)), que le Département de la tutelle de l'Organisation des Nations Unies lui avait adressée le 14 août 1951. Ces notes complètent les renseignements fournis précédemment, que l'on peut trouver dans le document T/AC.36/L.42, publié le 6 mars 1952 par le Secrétariat des Nations Unies.

1. REGIME FONCIER

a) Renseignements sur l'aliénation des terres au profit de non-autochtones et de membres d'autres tribus.

La superficie totale des terres aliénées au profit de non-autochtones est de 74.347 hectares; ce total se décompose ainsi :

| | |
|-----------|------------|
| Européens | 72.842 ha. |
| Arabes | 1.500 ha. |
| Indiens | 5 ha. |

Total : 74.347 ha.

La propriété foncière individuelle, là où elle existe, peut faire l'objet de transactions individuelles entre les autochtones, avec l'accord préalable du chef de la tribu.

Les terres qui sont propriété collective de la tribu, ce qui est la forme de propriété la plus répandue, ne peuvent en revanche faire l'objet d'aucune transaction. Il n'a existé dans l'histoire qu'une forme de transaction, limitée à l'usufruit des terres et à laquelle on a donné le nom d'arifat. Voici en quoi consistait le système. Un membre ou un groupe de membres d'une tribu se rendaient auprès des chefs responsables d'une autre tribu et, après leur avoir fait présent d'un certain nombre de têtes de bétail pour fêter l'événement, leur demandaient d'être affiliés à la tribu. Si le chef de la tribu accueillait favorablement cette requête, les nouveaux venus recevaient une partie des terres de la tribu avec le droit de les cultiver et de les transmettre à leurs descendants. Il

s'agissait d'une forme de possession qui ne pouvait se transformer en propriété par prescription acquisitive. Des restes de populations arifa ont subsisté jusqu'à l'époque actuelle dans les tribus Dighil et Miriflé de la Haute-Djouba.

b) Renseignements sur les terres aliénées.

- 1) Les terres aliénées sont utilisées en totalité pour la culture annuelle du coton, des arachides, du maïs, de la canne à sucre et du sésame, et pour la culture des bananes et des agrumes qui s'étend sur plusieurs années. Elles ne servent ni à la culture des plantes fourragères ni à la sylviculture.

Ces diverses cultures se répartissent approximativement de la manière suivante:

| | |
|---------------|--------------|
| Bananes | 7 pour 100 |
| Agrumes | 0,3 pour 100 |
| Canne à sucre | 5 pour 100 |
| Arachides | 8 pour 100 |
| Coton | 12 pour 100 |
| Maïs | 10 pour 100 |
| Sésame | 3 pour 100 |

Cultures enfouies pour engrais verts 7 pour 100

Le reste de la superficie comprend les terres laissées pour un temps en jachère ou mises à la disposition des autochtones employés dans les grandes exploitations des cultures vivrières,

- 2) L'annexe 1 indique la production des terres aliénées, en volume et en valeur, comparée avec celle des exploitations autochtones et avec la production totale. Il résulte de ces chiffres que de 1950 à 1951 la production des exploitations autochtones a augmenté d'environ trente millions de somalos, alors que la production des terres aliénées s'est accrue d'environ six millions de somalos
- 3) L'aliénation des terres n'a donné lieu à aucune difficulté; la superficie des terres disponibles dépasse en effet de beaucoup les besoins actuels et futurs de la population autochtone. Il y a lieu de souligner également que l'aliénation a apporté aux autochtones des avantages économiques et sociaux : les entreprises européennes leur ont fourni des possibilités

d'emploi rémunéré, ou avec participation aux récoltes, une aide dans le domaine sanitaire et le domaine social et, enfin, la possibilité d'acquérir une formation technique au contact d'une agriculture plus avancée.

c) Question de l'absentéisme

Le fait que les Somalis sont peu doués pour les travaux des champs freine les progrès de la population autochtone et entrave le développement de la culture intensive.

Il faut reconnaître toutefois que les Somalis dont l'intérêt a été éveillé par les exploitations où l'on pratique une agriculture rationnelle, paraissent comprendre que l'application de ces méthodes pourrait également augmenter le rendement de leurs propres cultures et le profit qu'ils en retirent.

d) Rapports entre le régime foncier et l'utilisation des terres

1. Le régime successoral n'a aucune répercussion fâcheuse sur l'utilisation des terres et il ne favorise pas davantage le morcellement excessif de la propriété. L'étendue des terres cultivables qui sont encore disponibles est si vaste par rapport à l'effectif de la population agricole qu'elle suffirait largement à absorber toute augmentation de la population tout en permettant à chaque cultivateur d'agrandir sa parcelle s'il le désire.
2. Dans les régions de plaine et dans les zones situées le long des fleuves, une famille typique de cultivateurs autochtones cultive normalement une superficie d'un à deux hectares; dans le secteur de Baïdoa, il arrive que les propriétés soient deux fois plus étendues. La production de ces exploitations suffit aux besoins des familles d'agriculteurs et le paysan somali pourrait améliorer notablement ses conditions d'existence s'il n'avait pas généralement tendance à relâcher ses efforts dès que l'année a été favorable et qu'il a fait une bonne récolte. Il est en effet enclin à jouir du fruit de son travail et à ne pas se remettre à l'oeuvre avant d'avoir à peu près épuisé ses ressources.

II. UTILISATION DES TERRES

A. Description des terres inutilisées

1. Le Territoire compte environ 1.680.000 hectares de terres complètement inutilisables qui comprennent les zones côtières formées de dunes de sables mouvants, les terrains pierreux de la Midjertein et du Moudough et

les zones salines et marécageuses du Ouébi Chébéli. Une superficie de 18.319.000 hectares environ est formée de terres difficiles d'accès où les précipitations sont insuffisantes; impropres à la culture, elles ne sont utilisées que de façon intermittente par une population nomade qui pratique des formes primitives d'élevage (caprins).

2. 25.000.000 d'hectares environ sont utilisables comme pâturages et pour des formes inférieures d'agriculture saisonnière.

3. Une superficie défrichée de 5.000.000 d'hectares environ offre des possibilités en matière d'agriculture.

En conclusion, 40 pour 100 des terres sont pratiquement inutilisables, 50 pour 100 ne sont utilisables que pour des cultures saisonnières et des terrains de pâture; enfin les terres cultivables représentent 10 pour 100 de la superficie du Territoire, mais seules 10 pour 100 d'entre elles sont effectivement cultivées.

B. Procédés d'utilisation des terres

Dans les exploitations à culture intensive, on utilise des moyens techniques modernes.

Les autochtones qui ont été employés dans des exploitations à culture intensive et qui cultivent leurs propres parcelles en bordure de ces domaines, pratiquent eux aussi une forme d'agriculture assez rationnelle. Plus on s'éloigne des exploitations à culture intensive et plus l'agriculteur autochtone reste attaché à l'agriculture extensive et aux méthodes primitives.

a) Les exploitations à culture intensive qui pratiquent une agriculture spécialisée ont recours à l'assolement pour éviter l'appauvrissement et l'épuisement du sol. En revanche, le paysan autochtone qui conserve les méthodes traditionnelles et qui ne connaît pas l'assolement combine les cultures les plus variées en laissant le terrain en jachère dès que le sol donne des signes d'épuisement.

b) Dans les exploitations autochtones, le labour et toutes les façons culturales s'effectuent à la main à l'aide d'un outil traditionnel appelé yambo, sorte de petite houe à manche court facile à manœuvrer. On divise le terrain en petits carrés de 1 mètre 50 de côté environ qui sont séparés par un petit talus de 20 centimètres de haut.

Pour cette opération, l'autochtone se sert d'un instrument de bois appelé cavava, formé d'une planche horizontale de 70 centimètres de long environ, au centre de laquelle est enfoncé un manche. La cavava se manie à l'aide de deux cordes fixées à l'extrémité de cette planche et cette opération exige normalement deux personnes.

Les autochtones n'utilisent ni produits dés herbants, ni fongicides, ni insecticides à moins que les spécialistes attachés à l'administration ne les leur fournissent gratuitement et ne leur en recommandent l'usage avec insistance. Dans les exploitations à culture intensive, le labourage, la préparation du terrain et les autres façons culturales s'effectuent dans toute la mesure du possible à la machine. Comme elles doivent faire face à une pénurie de main-d'oeuvre, ces exploitations sont amenées à perfectionner de plus en plus leur équipement mécanique. Elles n'utilisent pas de produits dés herbants mais elles emploient des fongicides et des insecticides.

- c) Les exploitations à culture intensive emploient d'ordinaire des engrais chimiques pour les différentes cultures, alors que les autochtones se refusent à dépenser quoi que ce soit pour l'achat de ces produits, parce qu'ils ont beaucoup de terres à leur disposition et qu'ils peuvent laisser en jachère les parcelles dont le sol est appauvri ou épuisé.
 - d) Les autochtones comme les Européens aménagent les terrains de façon à assurer aux cultures un approvisionnement régulier en eau de pluie en éliminant tout danger d'érosion et de lessivage du sol.
2. a- Les autochtones ne choisissent pas seulement les pâturages en fonction de leur richesse mais surtout en raison de leur proximité des points d'eau.
- b- Pendant la saison des pluies, on peut utiliser pour l'abreuvement les war mares qui se forment dans les dépressions de terrain sur toute l'étendue du Territoire et le bétail se répartit également sur toute l'étendue des pâturages. Pendant la saison sèche au contraire, les zones situées près des puits subissent une surcharge pastorale qui nuit aux pâturages et les dégrade.

3. a) Il n'existe pas dans le Territoire de formations forestières qui présentent un intérêt particulier. Les quelques forêts existantes sont situées le long des fleuves et particulièrement dans la région de la Basse-Djouba près de la frontière du Kenya. Ces forêts, dont la superficie totale ne dépasse pas 10.000 hectares, ne sont pas l'objet d'une exploitation exagérée.; au contraire, l'Administration a pris des dispositions particulières pour les protéger. Les formations ligneuses qui dominent en Somalie sont typiques de la forêt aride; formée surtout de mimosas, dont le développement varie d'une région à l'autre suivant la hauteur des précipitations. On exploite ces forêts pour produire du bois à brûler pour les besoins du Territoire, ainsi que du charbon de bois, article dont de petites quantités s'exportaient autrefois.
- b) Une loi, promulguée par l'ancien Gouvernement de la Somalie (décret gubernatorial n° 1865 du 7 septembre 1936, règle l'exploitation du patrimoine forestier. Par ses proclamations numéros 4 et 6, l'Administration britannique d'occupation a fixé en 1944 les normes d'exploitation de certaines essences. Ces dispositions réglementent la concession des permis de coupe pour la production de bois à brûler et de charbon de bois. Il vaut la peine de signaler que l'on utilise certaines espèces d'euphorbes (Euphorbia Ruspolii) pour fabriquer les emballages exigés pour l'exportation des bananes. La consommation annuelle d'euphorbes est de l'ordre de 35.000 quintaux. En 1941, l'Administration a accordé dix permis pour l'exploitation du bois à brûler neuf permis pour la production de charbon de bois et trois pour la coupe des euphorbes à emballages.

Vu la faible densité des forêts et l'impossibilité d'en augmenter l'étendue, elles ne peuvent jouer aucun rôle dans la conservation du sol et l'approvisionnement en eau.

C. Production agricole

1. Si mauvaises que soient les conditions climatiques et si insuffisantes et mal réparties que soient les précipitations, on calcule qu'il serait possible de doubler le chiffre actuel de la production agricole, voire de le quadrupler dans certaines régions.

2. Divers facteurs limitent la capacité de production du Territoire : une main-d'oeuvre peu nombreuse et insuffisamment qualifiée qui manque d'ardeur au travail et de résistance à la fatigue, en partie à cause du climat et de déficiences physiques, auxquelles la fréquence des maladies héréditaires n'est pas étrangère, l'éloignement des marchés qui pourraient servir de débouchés, l'absence de ports d'embarquement et le coût élevé du fret pour les transports outre-mer. Il convient d'ajouter encore le pourcentage d'humidité de l'air, qui n'est jamais inférieur à 60 pour 100 et qui pendant de nombreux mois s'élève à 80 pour 100 environ; cette humidité n'apporte pas aux plantes l'eau qui leur est indispensable; elle crée en revanche un milieu extrêmement favorable à la diffusion et à la multiplication des insectes parasites qui attaquent et endommagent les cultures.

B. Renseignements sur les progrès accomplis et la politique suivie en matière d'utilisation des terres

1. Comme les conditions de l'agriculture autochtone ne sont pas partout les mêmes, les mesures que l'Administration a prises en sa faveur diffèrent elles aussi suivant les régions.

Dans les zones situées le long des fleuves, la condition essentielle du développement de l'agriculture autochtone est l'irrigation. Il faut citer en second lieu l'emploi de machines agricoles, qui augmenterait la productivité des cultivateurs. Il n'est évidemment pas question d'entreprendre des travaux de dérivation des eaux et de construire des ouvrages pour la captation des eaux fluviales par des moyens mécaniques pour chaque exploitation agricole d'un ou deux hectares. Pour que ces travaux soient rentables, c'est-à-dire pour que l'exploitant puisse prendre à sa charge sur la production courante les dépenses d'amortissement, l'entretien et le fonctionnement des ouvrages, l'exploitant doit disposer d'une superficie de 50 hectares au minimum. On a donc jugé opportun d'associer dans une oeuvre commune plusieurs exploitations autochtones en faisant appel à l'esprit d'entraide, dont certaines formes, lorsqu'il s'agit

de besoins primordiaux, ne sont pas inconnues des Somalis. C'est ainsi que l'Administration a créé en 1941 deux coopératives agricoles à Balad, deux coopératives agricoles dans les environs de Djénalé, ainsi que trois consortiums pour l'utilisation des eaux de la Djouba; lesquels englobent au total une superficie de 3.250 hectares environ. Ces coopératives se sont chargées des travaux de captation des eaux du fleuve, et l'Administration a mis à leur service les machines nécessaires aux travaux de préparation du terrain.

L'Administration a reçu un grand nombre de demandes pour la constitution de nouvelles coopératives, ce qui montre bien l'ampleur des succès obtenus; elle a déjà examiné quatorze de ces demandes et les plans des travaux sont actuellement à l'étude.

Pour venir en aide aux coopératives, l'Administration a déjà créé trois centres de mécanisation (deux sur le Ouébi-Chébéli et un sur la Djouba) qui aident ces coopératives dans les travaux de défrichage.

L'emploi des machines dans les coopératives n'apporte pas seulement une aide immédiate en facilitant les travaux les plus pénibles; il a aussi pour but d'amener peu à peu l'agriculteur autochtone à comprendre qu'il a lui-même intérêt à faire l'acquisition de machines et à utiliser des moyens techniques qui augmenteront sa productivité dans l'avenir.

Dans ces zones situées le long des fleuves, le programme de l'Administration vise donc à transformer l'agriculture extensive que pratique le Somali en une agriculture intensive, en l'amenant peu à peu à pratiquer, en plus des cultures vivrières traditionnelles, certaines cultures industrielles plus rentables et tout aussi utiles à la collectivité.

Dans la région des hauts plateaux et dans les zones éloignées des fleuves, l'économie agricole autochtone présente un caractère entièrement différent. Il existe en effet un rapport plus étroit entre le bétail et les terres de l'agriculteur; il n'y a donc pas de démarcation nette entre l'agriculture proprement dite et l'élevage, comme dans les zones situées le long des fleuves. D'autre part, comme il n'existe pas de cours d'eau, il est impossible de compter sur l'irrigation. Les conditions sont cependant plus favorables, grâce à une meilleure répartition des eaux de pluie; la saison des pluies s'étend en effet sur un plus long cycle de cultures. L'Administration s'efforce donc, notamment

dans la région des hauts plateaux, de créer une liaison plus étroite entre la culture et l'élevage; pour augmenter l'étendue des cultures, elle recommande d'utiliser comme animaux de trait une partie du bétail qui, pendant une période de l'année, se nourrit des déchets de la ferme. Dûment dressé et mis sous le joug, ce bétail constituera l'apport d'énergie physico-mécanique qui permettra d'employer de petites charrues, des herbes et des cultivateurs et d'accroître ainsi les surfaces cultivées.

Pour réaliser ces objectifs, l'Administration s'apprête à créer des fermes modèles, qui serviront d'établissements pilotes et dont le rôle sera de faire comprendre à l'agriculteur autochtone qu'il a tout avantage à utiliser le bétail comme force motrice dans les travaux des champs. Ce programme est irréalisable sans une assistance technique; celle-ci existe déjà, mais il sera indispensable de l'intensifier en recrutant en plus grand nombre des spécialistes européens et en donnant une formation technique aux différents éléments autochtones qui joueront plus tard le rôle de chefs d'exploitation, d'assistants et de propagandistes. La création de l'école d'agriculture d'Elmougné (près de Merka), dont les cours commenceront avant la fin de l'année, marquera le début de la formation d'un personnel technique autochtone. En attendant, le système des contrats de coparticipation pour la culture du coton a déjà apporté et apporte actuellement dans ce domaine une contribution que l'on ne saurait sous-estimer. Dans le cadre de cet arrangement, l'entrepreneur européen apporte ses connaissances techniques en matière agricole, des ressources sur lesquelles il peut accorder, le cas échéant, des avances en espèces au cultivateur somali, et la promesse de lui prêter assistance pendant les cultures ainsi qu'au moment de la récolte et de l'égrenage du coton; de son côté, le Somali fournit la terre et la main-d'œuvre nécessaire. Grâce à cet arrangement, la culture du coton a gagné du terrain dans l'agriculture autochtone; favorablement accueillie et admise aujourd'hui dans les milieux qui ne la connaissaient pas du tout auparavant, elle a fini par se répandre même chez des populations typiquement pastorales, restées jusqu'alors complètement à l'écart des travaux des champs, qui ont été attirées par le gain important qu'elle leur promettait.

Après quelques années d'expérience, il est possible d'affirmer que cette association économique entre entrepreneur européen et agriculteur autochtone

peut contribuer dans une large mesure à répandre les cultures industrielles et à diffuser les connaissances techniques indispensables à tous ceux qui prendront à l'avenir des initiatives semblables.

On trouve dans l'ordonnance No.3 du 21 mars 1952 édictée spécialement à cet effet, les dispositions relatives aux contrats de coparticipation pour la culture du coton. Ce système tend également à s'introduire dans la culture du sésame et du sisal; dans ce dernier cas, un entrepreneur italien a déjà fait parvenir en Somalie des plants qui ont été répartis entre les pépinières et certains agriculteurs autochtones.

2. Comme le problème de la conservation du sol ne se pose pas en Somalie, il n'existe pas de programme en la matière.

3. L'Administration n'a pas encore formulé de programme pour les pacages. Etant donné la nature du Territoire, le problème du reboisement ne peut se poser. Les terres qui ne servent pas à la culture sont employées comme pâturages pour l'élevage du bétail, qui est très répandu.

III. RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU CREDIT AGRICOLE

Le crédit agricole pour l'exploitation et l'amélioration foncières relève des banques italiennes de crédit qui opèrent dans le Territoire (Banco di Napoli et Banco di Roma) ; il est réglé par le décret royal No.452, du 7 mars 1933, le décret royal No.542, du 17 mars 1938 et l'ordonnance No.55, du 1er juin 1951.

Alors que ces deux premiers décrets n'autorisaient l'octroi de crédits qu'aux entreprises en pleine activité, qui possédaient des terrains déjà mis en valeur, en exigeant des garanties particulières en matière de droit foncier, l'ordonnance No.55 met ce crédit à la portée de quiconque, propriétaire d'une entreprise agricole, métayer ou exploitant, qui exerce une activité agricole à quelque titre que ce soit. Grâce à cette législation, le crédit agricole fonctionne effectivement; il a joué un rôle particulièrement important dans le financement des contrats de coparticipation pour la culture du coton.

PRODUCTION ET VALEUR DES CULTURES AUTOCHTONES

PRODUCTION ET VALEUR DES CULTURES DANS LES
TERRES ALIENÉES

| Produits | 1950 | | 1951 | | 1950 | | 1951 | |
|----------|----------|-------------------|----------|-------------------|-----------------------------------|----------|-------------------|--------------------|
| | Quintaux | Somalos | Quintaux | Somalos | Produits | Quintaux | Somalos | Quintaux Somalos |
| Sorgho | 127.000 | 6.350.000 | 450.000 | 22.500.000 | Bananes exportation | 169.990 | 6.804.817 | 251.813 10.094.781 |
| Maïs | 96.000 | 4.032.000 | 280.000 | 14.000.000 | Bananes consommation locale | 171.110 | 2.566.650 | 148.187 2.222.705 |
| Haricots | 4.400 | 189.200 | 6.000 | 258.000 | Arachides | 8.000 | 600.000 | 1.500 165.000 |
| Sésame | 20.000 | 2.200.000 | 20.000 | 2.000.000 | Coton | 3.000 | 3.000.000 | 5.000 5.000.000 |
| Coton | 6.000 | 6.000.000 | 10.000 | 10.000.000 | Sucre | 50.000 | 8.300.000 | 50.000 9.700.000 |
| | | | | | Agrumes | 2.000 | 160.000 | 2.000 160.000 |
| TOTAL | | <u>18.771.200</u> | | <u>48.758.000</u> | TOTAL | | <u>21.431.467</u> | <u>27.242.485</u> |